

---

## KENZLER, Christiane, *Die Ritter- und Landschaft im Herzogtum Sachsen-Lauenburg in der frühen Neuzeit*

Christophe Duhamelle

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1479>

DOI : 10.4000/ifha.1479

ISSN : 2198-8943

### Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

### Référence électronique

Christophe Duhamelle, « KENZLER, Christiane, *Die Ritter- und Landschaft im Herzogtum Sachsen-Lauenburg in der frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1998, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1479> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1479>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

---

# KENZLER, Christiane, *Die Ritter- und Landschaft im Herzogtum Sachsen-Lauenburg in der frühen Neuzeit*

Christophe Duhamelle

---

- 1 Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité, cette mise au point (tirée d'un travail de maîtrise de 1994) fournit un exemple intéressant d'une corporation de noblesse dans un petit État d'Empire. Le duché de Saxe-Lauenbourg, entre Hambourg et Lübeck, est régi par une branche de la dynastie ascanienne (dont sont également issus, à l'époque moderne, les princes d'Anhalt). Disposant d'importants revenus fonciers et des douanes du canal de Stecknitz, entre Lübeck et l'Elbe, les ducs accumulent cependant les dettes au XVI<sup>e</sup> s. En outre, à la mort du duc François I<sup>er</sup> (1581), un grave conflit de succession oppose ses deux fils Magnus et François.
- 2 Pour ces deux raisons, le rôle politique de la diète territoriale dominée par la noblesse (40 des 42 membres de la diète de 1577) ne cesse de croître. Maîtresse depuis 1573 de l'administration des revenus non-domaniaux, la diète peut imposer la présence des siens dans »l'appareil d'État« encore bien modeste que les ducs tentent d'organiser (en 1578 par exemple, elle obtient que lui soient réservés quatre des sept postes de juges au nouveau tribunal supérieur aulique - Hofgericht). Enfin, en 1585, le »traité d'Union« de la noblesse de Saxe-Lauenbourg est approuvé par les villes, puis par le duc. Dans ce document, la noblesse fait confirmer ou instaurer ses droits corporatifs (elle définit elle-même qui peut députer à la diète), un droit de pétition et bien sûr de consentement des impôts, le droit de se réunir hors de la convocation du prince, et même le droit de désigner le successeur des ducs parmi leur famille (droit aboli en 1620 avec l'instauration de la primogéniture).
- 3 L'étonnant est que l'essentiel des clauses de l'Union de 1585 ait été ensuite confirmé en 1619 et 1702, alors que les finances princières se rétablissent, puis qu'après l'extinction de la dynastie en 1689 le duché est rattaché au nouvel Électorat de Hanovre. Une partie de l'administration du duché continue de procéder de la diète, en particulier les Landräte et la gestion des impôts, même si la diète elle-même est réunie moins souvent.

Qu'on y voie l'effet d'une territorialisation incomplète dans une principauté trop petite ou plutôt le signe du maintien de formes spécifiques de relations entre princes et nobles dans l'Empire, la constitution de Saxe-Lauenbourg perdure jusqu'à ce qu'au XIX<sup>e</sup> s. Bismarck, après avoir qualifié le duché d'image en miniature du Moyen Age, y mette un terme.

4 Christophe DUHAMELLE